

Monsieur le Président,

Nous croyons qu'il est grand temps d'examiner notre politique étrangère à la lumière des changements survenus dans le monde, de nos intérêts nationaux, mais aussi à la lumière de nos capacités et des nouvelles contraintes que nous connaissons aujourd'hui.

Comme le savent les membres de la Chambre, le chapitre sur la politique étrangère du Canada dans le Livre rouge¹ dressait la liste des initiatives que le gouvernement libéral entendait poursuivre. Depuis ma nomination au poste de ministre des Affaires étrangères, le 4 novembre dernier, j'ai pris les mesures nécessaires afin d'atteindre ces objectifs.

Ainsi, le gouvernement ratifiera bientôt la Convention sur le droit de la mer. Nous reconnaissons le désir des Canadiennes et des Canadiens de voir un mécanisme international de contrôle des pêcheries en haute mer plus efficace. À cette fin, mon collègue le ministre de Pêches et des Océans, l'honorable Brian Tobin, se rendra à New York dans le courant de la semaine pour participer à une conférence extraordinaire des Nations Unies [ONU] sur cette question.

Par ailleurs, j'ai demandé aux fonctionnaires de mon ministère de produire un document de travail sur les grandes questions touchant à la réforme de l'ONU, alors que nous nous préparons à célébrer le 50^e anniversaire de cette organisation en 1995. Nous avons accordé une importante contribution financière à l'Association canadienne des Nations Unies afin de l'appuyer dans ses efforts de sensibiliser la population canadienne à la réforme de l'ONU, dans le contexte de ce 50^e anniversaire.

De concert avec ma collègue la ministre de l'Environnement, l'honorable Sheila Copps, je poursuis les efforts pour placer le développement durable au centre de nos programmes d'aide internationale.

Dans notre Livre rouge, nous avons parlé de notre volonté de démocratiser l'élaboration de la politique étrangère canadienne. Notre volonté est toujours aussi ferme, Monsieur le Président. C'est ainsi qu'il me fait plaisir d'ouvrir aujourd'hui en cette Chambre le débat sur l'examen de la politique étrangère du Canada.

Nous nous sommes aussi promis de doter le Canada d'une politique étrangère indépendante. Il est clair, Monsieur le Président, que le premier pas vers une politique étrangère indépendante est d'être à l'écoute des préoccupations et des intérêts des

¹ Pour la création d'emplois, pour la relance économique : le Plan d'action libéral pour le Canada, publié par le Parti libéral du Canada, Ottawa, 1993.